

6 juillet 2017

**L'Alliance syndicale de la construction au Québec conteste  
la loi qui a rendu la grève des travailleurs illégale**

## **Les travailleurs de la construction défendent leurs droits contre l'arbitraire et la répression de l'État**



Les travailleurs de la construction à Montréal le premier jour de la grève le 24 mai 2017

**L'Alliance syndicale de la construction au Québec conteste la loi qui a rendu la  
grève des travailleurs illégale**

- Les travailleurs de la construction défendent leurs droits contre l'arbitraire et la répression de l'État

**La lutte pour le droit à la santé**

- La population demande un réinvestissement massif au Centre universitaire de santé McGill

**L'Alliance syndicale de la construction au Québec conteste la loi qui  
a rendu la grève des travailleurs illégale**

## **Les travailleurs de la construction défendent leurs droits contre l'arbitraire et la répression de l'État**



**Les travailleurs de la construction manifestent à l'Assemblée nationale le 29 mai 2017 contre  
l'adoption de la loi de retour au travail**

Le 29 juin dernier, les cinq organisations syndicales qui représentent les travailleurs de la construction au Québec ont annoncé qu'ils ont déposé devant la Cour supérieure du Québec une requête pour défendre leur droit de grève. Les cinq syndicats, qui ont formé l'Alliance syndicale de la construction, contestent la constitutionnalité de la loi de retour au travail adoptée le 30 mai par l'Assemblée nationale qui a rendu leur grève illégale.

Les travailleurs de la construction ont fait la grève pour se défendre contre les demandes injustes de concessions de leurs employeurs. Ceux-ci, avec l'appui de l'État, cherchent à déstabiliser les travailleurs avec des horaires de travail qui sont encore plus arbitraires et difficiles que ceux qui existent déjà.

La loi spéciale de retour au travail impose un processus de négociation au sujet duquel les travailleurs et les syndicats n'ont pas eu leur mot à dire. Ce processus de négociation imposé interdit aux travailleurs d'entreprendre quelque moyen d'action que ce soit qui force les employeurs à reconnaître leurs droits et à négocier d'une façon qui est généralement considérée comme étant de bonne foi. La loi interdit aux travailleurs d'exercer une pression réelle sur les employeurs pour les amener à abandonner leurs demandes de concessions qui s'attaquent à leur dignité et à leurs droits.



L'Alliance syndicale de la construction entend plaider que cette loi qui interdit aux travailleurs de défendre leurs droits contrevient à la *Charte canadienne des droits et libertés* de même qu'à la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne*. L'Alliance annonce qu'elle va plaider que la loi spéciale « porte atteinte de façon injustifiée au droit de grève des travailleurs en leur interdisant complètement l'exercice de ce droit » et que « la liberté d'expression des travailleuses et travailleurs de la construction est aussi restreinte par cette loi spéciale ».

La requête va invoquer différents jugements récents de la Cour suprême qui se sont penchés sur la question de la négociation collective et du droit de grève, en rapport avec la liberté d'association que la Charte déclare être une des libertés fondamentales officiellement reconnues par celle-ci. Les jugements de la Cour suprême se sont aussi référés aux limites raisonnables que la Charte prévoit à la reconnaissance des droits et des libertés. L'Alliance est optimiste à l'effet que l'interdiction pure et simple du droit de grève des travailleurs de la construction par la loi spéciale sera jugée inconstitutionnelle.

La requête de l'Alliance demande aussi à la Cour suprême de déclarer inconstitutionnelle l'interdiction de négocier des demandes de salaire rétroactives dans le secteur de la construction qu'impose la loi R-20, la loi qui gouverne les relations de travail dans cette industrie.[1] En effet, dans le secteur de la construction, les demandes salariales que les travailleurs obtiennent sont applicables seulement à partir du moment où la convention collective entre en vigueur et non à partir du moment où l'ancienne convention collective se termine.



Les travailleurs de la construction soulignent que les employeurs n'ont aucun intérêt à négocier quand ils savent que l'État va les empêcher de mener des actions à la défense de leurs droits. Sans rétroactivité remontant à la date d'expiration de la convention collective, les employeurs paient l'ancien salaire jusqu'à ce qu'une nouvelle convention collective entre en vigueur. Cela exerce une pression supplémentaire sur les travailleurs pour qu'ils acceptent des arrangements arbitraires dans leurs conditions de travail, en particulier dans leurs horaires de travail. Les

travailleurs demandent que la rétroactivité soit automatique pour que les employeurs ne puissent plus l'utiliser comme une arme contre eux.

L'Alliance va plaider aussi pour l'inclusion des clauses anti-briseurs de grève dans l'industrie de la construction. À l'heure actuelle, le secteur de la construction est exclu des maigres dispositions sur les briseurs de grève qui sont comprises dans le *Code du travail du Québec*.

Les travailleurs de la construction dénoncent les employeurs et leur État qui déclarent qu'ils travaillent dans des conditions exceptionnelles et doivent donc subir l'arbitraire et les attaques à leurs droits et leur dignité. Les travailleurs demandent que les droits de tous soient reconnus et respectés sans exception.

L'arbitraire qui règne dans la construction s'étend même à la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*. Loin d'être traités avec compassion et avec un sentiment d'urgence compte tenu des niveaux inacceptables de décès et de blessures dans le secteur, les travailleurs de la construction sont victimes d'abus et de mesures punitives et accusés d'intimidation quand ils demandent des conditions de travail qui sont sécuritaires. [2]

La loi R-20 accuse aussi les travailleurs de la construction de faire de l'intimidation quand ils

cherchent à mettre fin aux attaques contre eux et prennent des mesures pour dénoncer les conditions de travail non sécuritaires et mener une grève efficace. Le gouvernement a recours aux pouvoirs de police de l'État, qui servent la classe dominante, pour protéger les privilèges des employeurs. Il déclare que les chantiers de construction peuvent rester grand ouverts pendant une grève et que les briseurs de grève y sont les bienvenus.

En ce qui à la lutte pour des conditions de travail sécuritaires, le gouvernement déclare que les conditions dans le secteur sont exceptionnelles et il prive les travailleurs de la construction de l'accès aux clauses relatives à la construction de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* qui a été adoptée il y a près de 40 ans. Lorsque les travailleurs protestent et revendiquent leurs droits, l'État et les employeurs les accusent d'intimidation et les menacent. Le fait, pour un gouvernement, de déclarer qu'une grève ou la demande de conditions de travail sécuritaires constituent de l'« intimidation » allant à l'encontre de la loi et le déploiement des pouvoirs de police arbitraires contre les travailleurs pour les priver de leurs droits doivent être considérés comme acte criminel. Cela ne doit pas passer !

Les travailleurs de la construction ont fait la grève au printemps pour s'opposer à cet arbitraire dans leurs conditions de travail et à la négation de leurs droits. Ils ont déclenché la grève pour défendre leur dignité et leurs droits en tant que travailleurs. Les travailleurs de la construction produisent une immense valeur pour la société en construisant les établissements résidentiels, industriels, commerciaux et institutionnels. Les employeurs veulent leur imposer des changements intenable et arbitraires à leurs horaires de travail, qu'ils peuvent changer à volonté, au nom du caractère exceptionnel des conditions dans le secteur de la construction. Si ces mesures entrent en vigueur, les travailleurs ne pourront même plus savoir d'avance quand ils vont travailler et à quelles heures. Comment peut-on vivre dans ces conditions ? Le travail dans la construction est déjà très dangereux. Des heures de travail arbitraires et des endroits de travaux arbitraires vont le rendre encore plus dangereux. Les travailleurs font valoir qu'avec l'arbitraire des horaires de travail, les employeurs peuvent même tricher en ce qui concerne le décompte des heures travaillées. En faisant la grève, les travailleurs ont mis de l'avant des demandes pour la rétroactivité salariale, pour la fermeture des chantiers pendant les grèves, pour des mesures de sécurité d'emploi et pour une meilleure organisation des horaires de travail, et pour des conditions de travail plus sécuritaires. Ils ont aussi mis de l'avant des propositions concrètes sur la façon dont l'exercice de leurs droits pourrait se faire.

Le gouvernement du Québec a déclaré que leur grève endommagerait l'économie et a adopté une loi spéciale pour la rendre illégale. L'État et les employeurs ont déversé un flot de propagande hostile, accusant les travailleurs de faire de l'« intimidation » et déclarant que le caractère exceptionnel du secteur de la construction allait exiger une interdiction pure et simple du droit de grève dans le secteur et l'interdiction aux travailleurs de se défendre individuellement et collectivement.

Les travailleurs de la construction n'acceptent pas ces attaques contre leurs droits. Leur contestation de la loi spéciale et d'autres clauses et lois arbitraires qui en font des cibles est juste et tous doivent appuyer leur juste cause.

L'État ne veut pas améliorer les conditions d'emplois des travailleurs de la construction. Le gouvernement du Québec et les employeurs sont engagés dans une campagne visant à abaisser les salaires et les conditions de travail et priver les



travailleurs de leurs droits par le recours aux pouvoirs de police de l'État. Les accusations d'intimidation et la négation des droits visent à affaiblir l'unité des travailleurs et de leurs organisations et à aggraver les conditions de travail.

Cette vaste campagne contre les travailleurs de la construction montre la domination et la prise de contrôle croissante qui s'y mène de la part d'oligopoles qui agissent à l'échelle mondiale. Elle indique aussi qu'on est en train de mettre de vastes sommes de fonds publics à la disposition de ces oligopoles afin de faciliter leurs projets tant vantés d'infrastructure et de partenariats public-privé. Déjà, la construction des chemins forestiers a été retirée du domaine de la construction ce qui fait que les employeurs n'ont plus à engager des travailleurs syndiqués de la construction régis par les normes de l'industrie. Il en est de même du travail de construction dans de grandes villes comme Montréal. Le gouvernement est en train de mettre de l'avant des mesures en vue de ce qu'il appelle du « bénévolat » dans la construction, dans le secteur de l'éducation par exemple. Ces changements sont plus que suspects et inquiétants parce que ce travail « hors-construction » et « bénévole » sur ces sites va se faire en dehors des normes de l'industrie, des normes par exemple en santé-sécurité, en formation, etc.

Les travailleurs de la construction résistent à cet arbitraire et à ces attaques à leurs droits qui sont organisées par l'État. Ils prennent position et font ainsi une contribution à la lutte de tous les travailleurs pour leurs droits et leur dignité.

## Notes

1. Loi R-20, *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction*.

2. En ce qui concerne la santé et la sécurité, le gouvernement et les employeurs déclarent que la prévention sur les sites est quelque chose d'impossible. Selon eux, il est pratiquement impossible d'avoir des représentants en prévention sur les chantiers et des comités de santé et sécurité pour faire en sorte que les conditions sont sécuritaires parce que les conditions dans la construction sont particulières et exceptionnelles. Il y aurait trop de petits employeurs, trop de syndicats et trop de sites pour qu'on puisse faire de la prévention active et faire respecter la sécurité.

Face à cette indifférence envers leur sécurité, les travailleurs de la construction ont fait des propositions concrètes. Le très grand nombre de chantiers et les changements de chantiers sont un facteur qui contribue aux risques en matière de sécurité et rendent la prévention encore plus nécessaire. En ce qui concerne l'argument qu'il y a un grand nombre de syndicats dans le secteur, le fait que l'Alliance existe montre que les syndicats sont prêts à travailler ensemble pour le bien commun. Les syndicats ont proposé des mesures concrètes en vertu desquelles ils vont s'entendre entre eux pour nommer un représentant en prévention qui va parler au nom de tous les travailleurs d'un chantier sans égard à leur affiliation syndicale. Le gouvernement ne veut rien savoir parce que cela va à l'encontre de son ordre du jour qui est de remettre le secteur aux grands consortiums de la construction pour leur laisser le champ libre de la gérer selon leurs propres intérêts étroits.



---

**La lutte pour le droit à la santé**

## **La population demande un réinvestissement massif au Centre universitaire de santé McGill**

Le 29 juin, le Syndicat des professionnelles en soins du Centre universitaire de santé McGill

(CUSM) a tenu une conférence de presse à Montréal pour demander un réinvestissement massif de la part du gouvernement du Québec au nouveau CUSM pour qu'il puisse fournir les services requis. Le CUSM est un centre de santé universitaire qui offre un vaste éventail de services cliniques et fait de la recherche et de la formation.

Le CUSM a été rebâti il y a quelques années en Partenariat public-privé. Plusieurs centres de santé y ont déménagé tandis que le Montreal General Hospital et l'Hôpital de Lachine, qui font partie du CUSM et ont été rénovés, ne vont pas déménager au nouveau site. L'Institut et hôpital neurologiques de Montréal qui fait lui aussi partie du CUSM doit y déménager plus tard. Le nouveau site, qui porte le nom de Site Glen, a ouvert ses portes au printemps 2015.



Le syndicat, qui fait partie de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) a annoncé lors du point de presse qu'il remet une pétition au ministre de la Santé Gaétan Barrette signée par plus de 14 000 personnes qui demande l'arrêt des coupures de budgets au CUSM et un financement adéquat qui va lui permettre de jouer son rôle crucial. La présidente du syndicat, Denyse Joseph, a dit que les coupures de budget à l'ancien et au nouveau CUSM ont atteint plus de 120 millions \$ depuis 2012 dont 60 millions \$ depuis que les patients et les travailleurs ont déménagé au nouveau site.

La présidente a donné les exemples suivants de coupures et de décisions irrationnelles qu'ont prises les autorités du centre de santé :

- Abolition d'environ 200 postes vacants de professionnelles en soins et ce, malgré la surcharge de travail qui afflige les équipes ;
- Augmentation des unités de soins en situation de fardeau de tâche, sans qu'une solution ait été apportée et un financement accordé pour régler ces situations ;
- Absence du financement nécessaire au niveau de soins offerts par le CUSM ;
- Augmentation du temps d'attente à l'urgence, par manque de lits disponibles pour les patients.



« Le CUSM devrait être un exemple pour la dispensation des soins. C'est un centre universitaire de santé de renommée mondiale laissé à lui-même et abandonné par le gouvernement. La situation ne peut durer. Nous avons besoin d'actions immédiates et de financement à la hauteur des ambitions du CUSM », a dit Denyse Joseph.

Le syndicat mène une campagne depuis des mois à la défense des services aux patients, tenant des réunions communautaires et des points de presse pour exiger que le centre de santé respecte les attentes qu'il a créées au Québec, au Canada et

même dans le monde au sujet du haut niveau de soins de santé qu'il est censé fournir.

Lors de points de presse antérieurs, le syndicat a expliqué en détail comment les coupures affectent

directement les soins aux patients et mettent même à risque la sécurité des patients et des travailleurs de la santé. L'aménagement du site, par exemple, y est différent de ce qu'il est habituellement dans les centres de santé. Il est divisé en unités qui sont formées de 12 lits et chaque unité est séparée des autres par une assez grande distance. Chaque unité est censée être pourvue en tout temps d'un minimum de 2 à 3 infirmières, mais les coupures ont fait en sorte que le ratio d'infirmières par unité a été réduit, ce qui crée un sérieux problème en ce qui a trait aux soins et à la sécurité des patients.

Le syndicat a aussi expliqué qu'au nouveau CUSM, dont la restructuration fait partie de l'offensive antisociale brutale du gouvernement du Québec contre le système public de santé, les lignes de communications entre les travailleurs et les autorités du centre ont pratiquement été coupées. Tout ce que le syndicat reçoit, ce sont des ordres et des diktats sans qu'on sollicite ou accepte les opinions de ceux et celles qui fournissent les soins de santé. Cela est dû en grande partie, selon le syndicat, au fait que le PDG de l'hôpital travaille directement sur une base quotidienne avec deux représentants du ministère de la Santé qui ont été assignés au centre. Les travailleurs de la santé parlent maintenant d'une « omerta » dans la santé, une loi du silence style mafia qui entoure l'imposition des coupures de budget. Dans ce contexte, les autorités nient l'existence des coupures et imposent un régime de silence aux travailleurs.

Le syndicat demande donc aussi la tenue d'une enquête sur la gestion du centre de santé et sur les plans concrets de la direction du CSUM pour l'avenir. Selon le syndicat, le CUSM a besoin d'un réinvestissement significatif pour que les attentes face au centre, en ce qui concerne les besoins des gens en santé et les objectifs et aspirations des travailleurs et travailleuses de répondre à ces besoins, soient comblées.



---

**NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL**

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Email: [forumouvrier@cpcml.ca](mailto:forumouvrier@cpcml.ca)**